

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	23/03/2017	2017-2704
ENREGISTREMENT	07/04/2017	138667/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 124  
-----

Séance du mardi 21 mars 2017  
-----

Convention collective de travail instituant un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue

x                    x                    x

2.889-5

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 124 DU 21 MARS 2017 INSTITUANT UN RÉGIME DE COMPLÉMENT D'ENTREPRISE POUR CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, AYANT UNE CARRIÈRE LONGUE**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 12 avril 2011 modifiant la loi du 1er février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du Gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel, telle que modifiée notamment par la loi du 27 décembre 2012 contenant le plan pour l'emploi ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014 ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, enregistrée le 31 décembre 1974 sous le numéro 3107/CO/CNT, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, enregistrée le 31 mars 1976 sous le numéro 3769/CO/CNT, n° 17 nonies du 7 juin 1983, enregistrée le 10 juin 1983 sous le numéro 9411/CO/CNT, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, enregistrée le 9 août 1994 sous le numéro 36053/CO/300, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, enregistrée le 22 décembre 1997 sous le numéro 46641/CO/300, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, enregistrée le 11 janvier 2002 sous le numéro 60497/CO/300, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003, enregistrée le 31 octobre 2003 sous le numéro 68226/CO/300 et n° 17 tricies du 19 décembre 2006, enregistrée le 12 janvier 2007 sous le numéro 81532/CO/300, n°17 tricies sexies du 27 avril 2015, enregistrée le 27 avril 2015 sous le numéro 126893/CO/300 ;

Vu la convention collective de travail n° 115 du 27 avril 2015 instituant un régime de complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue, enregistrée le 19 mai 2015, sous le numéro 126899/CO/300 ;

Vu l'accord interprofessionnel conclu le 2 février 2017 pour la période 2017-2018;

Vu la convention collective de travail n° 125 du 21 mars 2017 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue, conclue concomitamment à la présente convention ;

Considérant l'avis n° 2.025 émis par le Conseil national du Travail le 21 mars 2017 ;

Considérant que l'article 3, § 7, alinéa 5 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise prévoit un droit à un régime de complément d'entreprise pour les travailleurs pouvant se prévaloir d'une carrière longue à condition que ce droit soit fixé, pour une période de deux ans, dans une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par arrêté royal ;

Considérant qu'en exécution de l'accord interprofessionnel conclu le 2 février 2017 pour la période 2017-2018, les interlocuteurs sociaux souhaitent prolonger de deux ans, en l'adaptant, ce régime d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du chômage avec complément d'entreprise ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations représentant les indépendants et les PME, agréées conformément à la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des PME
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique

- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 21 mars 2017, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

## **CHAPITRE I<sup>er</sup> - PORTÉE DE LA CONVENTION**

### Article 1<sup>er</sup>

La présente convention collective de travail est conclue en vue de donner exécution à l'article 3, § 7, alinéa 5 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Elle a pour objet d'accorder un droit à un complément d'entreprise pour les travailleurs pouvant se prévaloir d'une carrière longue, suivant les modalités développées ci-après.

### Commentaire

La présente convention collective de travail doit être lue concomitamment à la convention collective de travail n° 125 du 21 mars 2017 fixant, à titre interprofessionnel pour 2017 et 2018, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant une carrière longue.

## **CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION**

### Article 2

La présente convention s'applique aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail ainsi qu'aux employeurs qui les occupent.

### **CHAPITRE III - AYANTS DROIT AU COMPLÉMENT D'ENTREPRISE**

#### Article 3

- § 1<sup>er</sup>. Le régime visé à l'article 1er de la présente convention bénéficie aux travailleurs qui peuvent se prévaloir, au moment de la fin du contrat de travail, d'au moins 40 ans de passé professionnel en tant que travailleur salarié et qui sont licenciés en 2017, sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail, et qui sont en outre âgés de 58 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2017 et au moment de la fin du contrat de travail ;
- § 2. Le régime visé à l'article 1er de la présente convention bénéficie en outre aux travailleurs qui peuvent se prévaloir, au moment de la fin du contrat de travail, d'au moins 40 ans de passé professionnel en tant que travailleur salarié et qui sont licenciés en 2018, sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail, et qui sont en outre âgés de 59 ans ou plus au plus tard le 31 décembre 2018 et au moment de la fin du contrat de travail.

#### Commentaire

La présente convention collective de travail vise deux catégories de bénéficiaires du droit à un complément d'entreprise en cas de carrière longue de 40 ans ou plus, à savoir d'une part les travailleurs licenciés en 2017 qui ont atteint l'âge de 58 ans ou plus à la fin du contrat de travail et au plus tard le 31 décembre 2017. Sont d'autre part visés, les travailleurs licenciés en 2018 qui ont atteint l'âge de 59 ans ou plus à la fin du contrat de travail et au plus tard le 31 décembre 2018.

#### Article 4

Le travailleur qui réunit les conditions prévues à l'article 3, § 1<sup>er</sup> et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2017 maintient le droit au complément d'entreprise.

Le travailleur qui réunit les conditions prévues à l'article 3, § 2 et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2018 maintient également le droit au complément d'entreprise.

#### **CHAPITRE IV – MODALITÉS D'APPLICATION**

##### Article 5

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour les conditions de calcul, la procédure et les modalités de paiement de l'indemnité complémentaire, les dispositions de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement s'appliquent, sans préjudice de dispositions plus favorables prévues dans une convention collective de travail conclue au niveau du secteur et/ou de l'entreprise.

#### **CHAPITRE V - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION**

##### Article 6

La présente convention est conclue pour une durée déterminée.

Elle produit ses effets le 1er janvier 2017 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2018.

Fait à Bruxelles, le vingt et un mars deux mille dix-sept.

x            x            x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	23/03/2017	2017-2704
REGISTRATIE	07/04/2017	138667/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 124

---

Zitting van dinsdag 21 maart 2017

---

Collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van een stelsel van bedrijfstoeslag voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen

X X X

2.889-5

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 124 VAN 21 MAART 2017 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL VAN BEDRIJFSTOESLAG VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS MET EEN LANGE LOOPBAAN DIE WORDEN ONTSLAGEN**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 12 april 2011 houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de Regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord, zoals met name gewijzigd door de wet van 27 december 2012 houdende tewerkstellingsplan;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen, geregistreerd op 31 december 1974 onder het nummer 3107/CO/CNT, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, geregistreerd op 31 maart 1976 onder het nummer 3769/CO/CNT, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, geregistreerd op 10 juni 1983 onder het nummer 9411/CO/CNT, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, geregistreerd op 9 augustus 1994 onder het nummer 36053/CO/300, nr. 17 vicies van 17 december 1997, geregistreerd op 22 december 1997 onder het nummer 46641/CO/300, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, geregistreerd op 11 januari 2002 onder het nummer 60497/CO/300, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003, geregistreerd op 31 oktober 2003 onder het nummer 68226/CO/300, nr. 17 tricies van 19 december 2006, geregistreerd op 12 januari 2007 onder het nummer 81532/CO/300 en nr. 17 tricies sexies van 27 april 2015, geregistreerd op 27 april 2015 onder het nummer 126893/CO/300;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 115 van 27 april 2015 tot invoering van een stelsel van bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, geregistreerd op 19 mei 2015 onder het nummer 126899/CO/300;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 gesloten voor de periode 2017-2018;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 125 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen, welke overeenkomst tegelijk met deze overeenkomst is gesloten;



Overwegende het advies nr. 2.025 dat de Nationale Arbeidsraad op 21 maart 2017 heeft uitgebracht;

Overwegende dat artikel 3, § 7, vijfde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage voorziet in het recht op een stelsel van bedrijfstoelage voor werknemers met een lange loopbaan, op voorwaarde dat dit recht voor twee jaar wordt vastgesteld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard;

Overwegende dat, ter uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 2 februari 2017 gesloten voor de periode 2017-2018, de sociale gesprekspartners dat stelsel voor de toekenning van een bedrijfstoelage in het kader van werkloosheid met bedrijfstoelage met aanpassing ervan willen verlengen met twee jaar;

Hebben de navolgende Interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
  
- De organisaties die de zelfstandigen en de kmo's vertegenwoordigen, die zijn erkend overeenkomstig de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de kmo's
  
- de Boerenbond
  
- “la Fédération wallonne de l'Agriculture”
  
- de Unie van Socialprofitondernemingen
  
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
  
- het Algemeen Belgisch Vakverbond

– de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 21 maart 2017 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## **HOOFDSTUK I – DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST**

### Artikel 1

Deze overeenkomst is gesloten om uitvoering te geven aan artikel 3, § 7, vijfde lid van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage.

Zij heeft tot doel het recht op bedrijfstoelage toe te kennen aan werknemers met een lange loopbaan, volgens de hieronder aangegeven regels.

### Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gelezen in samenhang met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 125 van 21 maart 2017 tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2017 en 2018, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers met een lange loopbaan die worden ontslagen.

## **HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSGBIED**

### Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers die zijn tewerkgesteld op grond van een arbeidsovereenkomst en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

### HOOFDSTUK III – RECHTHEBBENDEN OP DE BEDRIJFSTOESLAG

#### Artikel 3

- § 1. Het in artikel 1 van deze overeenkomst bedoelde stelsel geldt voor de werknemers die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsloopbaan van minstens 40 jaar als loontrekker kunnen laten gelden en ontslagen worden in 2017, behalve in geval van dringende reden in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die bovendien 58 jaar of ouder zijn uiterlijk op 31 december 2017 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst;
- § 2. Het in artikel 1 van deze overeenkomst bedoelde stelsel geldt bovendien voor de werknemers die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsloopbaan van minstens 40 jaar als loontrekker kunnen laten gelden en ontslagen worden in 2018, behalve in geval van een dringende reden in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die bovendien 59 jaar of ouder zijn uiterlijk op 31 december 2018 en op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst;

#### Commentaar

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geldt voor twee categorieën van begunstigden van het recht op een bedrijfstoeslag in geval van een lange loopbaan van 40 jaar of meer, namelijk enerzijds de werknemers die in 2017 ontslagen worden en 58 jaar of ouder zijn op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 december 2017. Worden anderzijds beoogd, de werknemers die ontslagen worden in 2018 en 59 jaar of ouder zijn op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 december 2018.

#### Artikel 4

De werknemer die voldoet aan de in artikel 3, § 1 bepaalde voorwaarden en wiens opzeggingstermijn na 31 december 2017 verstrijkt, behoudt het recht op bedrijfstoeslag.

De werknemer die voldoet aan de in artikel 3, § 2 bepaalde voorwaarden en wiens opzeggingstermijn na 31 december 2018 verstrijkt, behoudt eveneens het recht op bedrijfstoeslag.

## **HOOFDSTUK IV – TOEPASSINGSREGELS**

### **Artikel 5**

Voor de punten die deze overeenkomst niet regelt, onder andere de voorwaarden voor de berekening, de procedure en de wijze van betaling van de aanvullende vergoeding, gelden de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, onverminderd gunstiger bepalingen in een op sector- en/of ondernemingsniveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomst.

## **HOOFDSTUK V – INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST**

### **Artikel 6**

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017 en treedt buiten werking op 31 december 2018.

Gedaan te Brussel, op eenentwintig maart tweeduizend zeventien.

x                      x                      x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

-----